

COMMUNE DES ORRES

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

N° 2025-133

Séance du 17 décembre 2025  
Convoqué le 08 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept du mois de décembre, le Conseil municipal de la commune des Orres s'est réuni en séance ordinaire en Salle du Conseil municipal (Mairie – 2 rue Dessus Vière – 05200 Les Orres) sous la présidence de Monsieur Pierre VOLLAIRE, Maire.

Membres en exercice : 14

Membres présents : 09

Résultat du vote :

Votants : 09

Pour : 09

Contre : 00

Abstentions : 00

Présents : Mmes BOU Suzanne, CHOSSAT Martine, FORME Sonia, MM. AUBERT Sébastien, BONNAFFOUX Sébastien, CEAS Benoît, LAGIER Robert, MEGARNI Stéphane, NOEL Hervé

Absents : Mme ROUX Chantal, MM. LAURENS Ludovic, MEYSSIREL Bernard, MEYSSIREL Cédric, VOLLAIRE Pierre

Pouvoirs :

Secrétaire : Mme BOU Suzanne

**REMBOURSEMENT DE FRAIS AVANCES**

M. Pierre VOLLAIRE et Mme Chantal ROUX, intéressés au dossier, ne participent ni aux débats ni au vote

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Considérant** les acquisitions de jeux pour le Club Socio-culturel des Orres avancées par Monsieur Pierre VOLLAIRE, Maire et Madame Chantal ROUX, 2<sup>ème</sup> Adjointe, de valeurs respectives de 7,50 € TTC et 31,94 € TTC,

**Considérant** l'acquisition d'un flexible de douche pour un appartement communal avancé par l'agent Monsieur Cédric LEYZOUR à hauteur de 4,49 € TTC,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

- **AUTORISE** les remboursements de 7,50 € TTC, 31,94 € TTC et 4,49 € TTC mentionnés ci-dessus respectivement à Monsieur VOLLAIRE, à Madame ROUX et à Monsieur LEYZOUR sur présentation des justificatifs, pour les acquisitions énumérées ci-dessus ;
- **DIT** que les sommes sont inscrites au budget 2025.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,

La Secrétaire de Séance  
Suzanne BOU



Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,  
Sébastien BONNAFFOUX



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification ou publication, en application de l'article R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

Accusé de réception en préfecture  
005-210500989-20251217-2025-133-DE  
Date de télétransmission : 18/12/2025  
Date de réception en préfecture : 18/12/2025